



Madame la proviseure,  
Mesdames et Messieurs les membres du CE

Nous voilà donc, une fois de plus, réuni-es en Conseil d'Établissement avec l'objectif de nous prononcer sur la carte des emplois, c'est-à-dire, hélas, sur la suppression de supports de détaché-es au sein de notre établissement.

Il s'agit d'un CE exceptionnel. Et à vrai dire, le contexte l'est en effet : à l'heure où nous parlons, un groupe de travail réunissant l'Agence et les ministères se tient, devant remettre ses conclusions d'ici quelques semaines. C'est d'une réforme profonde de l'AEFE dont il est question, une "refondation du modèle", selon les propres mots de la Directrice générale de la Mondialisation (tutelle de l'AEFE au MEAE).

Que l'occasion nous soit donc accordée de rappeler quelques points.

Tout d'abord rappeler que si l'AEFE est en crise, elle ne l'est pas pour des questions économiques, mais bien politiques.

Si l'Agence se retrouve aujourd'hui confrontée à un déficit structurel, ce n'est pas parce que le modèle sur lequel elle est bâtie ne serait pas viable.

Elle l'est du fait des coupes successives des crédits allouées à ses opérations : -33 millions en 2017, -24 millions prévu cette année suite à la commission mixte paritaire pour le budget 2026.

Elle l'est car en 2019 a été décidé que c'est l'Agence qui devrait payer la part patronale des pensions civiles des personnels détaché-es des établissements conventionnés et des EGD, et non plus le MEN - et alors même que c'est le MEN qui continue de les payer pour les établissements partenaires.

Elle l'est car il a été décidé de compenser cette part patronale par une subvention annuelle non réévaluée, alors même que cette part augmente. Le différentiel est de 66 M€ cette année.

Elle l'est, encore, car le "Cap 2030", fixé par le président Macron, de doubler le nombre d'élèves en lycées français à moyen constant - c'est à dire par le développement d'établissements 100% privés, partenaires - détourne toute une partie du budget de l'AEFE de son réseau historique (EGD et conventionnés) et que c'est 1 des 4 départements en Centrale qui y est consacré.

Elle l'est enfin car le Ministère de l'économie et des finances, via l'INSEE, maintient illégalement l'AEFE dans un statut d'ODAC alors que 53 % du budget de l'AEFE provient des frais de scolarité et donc de fonds privés. L'AEFE n'a pas le plein statut d'un Établissement Public Administratif (EPA) et se retrouve sans capacité d'emprunts et donc sans les moyens de mener les investissements nécessaires pour maintenir l'attractivité des EGD.

Poussée dans la chute, l'AEFE se voit contrainte de se lancer dans une course aux suppressions de supports de détaché-es. Entraînant avec elle des établissements scolaires eux-mêmes largement fragilisés par l'inflation et les baisses de natalité.

Pris en tenailles, ce sont finalement les familles et les personnels qui en paient les pots cassés :

- Les familles, bien sûr, dont les frais de scolarité ne cessent d'augmenter à mesure que l'État se désengage, et alors que le nombre de bourses octroyées n'a jamais été aussi faible (et qu'elles ne sont pas accessibles pour les familles non françaises).
- Les personnels de par une situation des plus anxiogènes quant à la pérennité de leur poste, mais aussi en termes de rémunération, puisque les personnels de droit local espèrent légitimement une augmentation permettant de faire face à l'inflation, et les personnels détaché-es que soient enfin appliquées à l'AEFE les revalorisations salariales que touchent leurs homologues en France : primes statutaires, primes Grenelles, etc.

Nous tenons donc ici à rappeler de la manière la plus solennelle qui soit notre attachement à ce qui constitue l'essence de notre établissement : nous sommes un établissement scolaire catalan, à gestion directe du plus grand opérateur public français. Notre LFB n'est stable que sur ses 2 jambes : l'une catalane, l'autre française.

C'est un jumelage complexe : les liens à tisser sont nombreux, les nœuds souvent possibles, mais c'est ce double enracinement qui fait ce qu'il est : un centre éducatif français, et non "en français" ; qui fait sa richesse : dont le BFI quadrilingue est le dernier exemple ; et qui fait sa réussite : combien d'établissements centenaires peuvent se féliciter d'avoir 100% de réussite au bac, dont 50% de mentions très bien, de telles orientations post bacs à l'internationale, alors que nous ne trions pas nos élèves, et que nous développons au contraire chaque année davantage l'inclusion.

Finalement, cet équilibre entre le droit local et la fonction publique française est aussi l'ingrédient de la réussite de l'AEFE dans son ensemble, aussi diverses que soient les intentions qu'on lui porte : rayonnement de la France, *soft power*, ou participer à la construction de la paix au travers de rencontres et d'une éducation commune, et porter ainsi des valeurs internationalistes.

Aussi, nous appelons à ce que l'avenir de l'AEFE ne se pense pas sans les familles et les personnels.

Nous appelons à ne pas sacrifier les établissements du réseau à l'autel de l'idéologie et des économies de court terme.

Et au contraire, nous appelons à nous donner les moyens de nos ambitions, aujourd'hui peut-être plus importantes que jamais.